

## INTERSYNDICALE DES ENSEIGNANTS DES UNIVERSITES NATIONALES DU BENIN

SNES	SYNARES	SYNHUB	SECUP	SNECC-Bénin
Syndicat National de l'Enseignement Supérieur	Syndicat Autonome de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur	Syndicat National des Hospitalo-Universitaires du Bénin	Syndicat des Enseignants et Chercheurs de l'Université de Parakou	Syndicat National des Enseignants-Chercheurs et Chercheurs
96232020	95361592	97693677	95402725	95427412

[cis.bureaux@gmail.com](mailto:cis.bureaux@gmail.com)

### AFIN QUE CESSE LE BARVADAGE

Comme tout Béninois attentif à l'actualité, les enseignants en général et les universitaires en particulier ont été l'objet d'une appréciation somme toute assez singulière de la part du Chef de l'État qui trouve en leur sacerdoce un "bavardage". Soit ! Mais nous, enseignants d'universités, tenons à rappeler que la fonction enseignante est l'alpha et l'oméga de toute nation et en tant que telle ne saurait être traitée avec tant de mépris pour un quelconque changement de paradigme.

Du reste, nous nous trouvons dans l'obligation, sauf respect à l'institution qu'est la personne du Chef de l'État dans notre pays, de rappeler que le "bavardage" a fait les présidents d'institutions de notre pays, dont l'actuel président de la Cour constitutionnelle qui n'a fait ses études qu'au Bénin. Le "bavardage" a fait au Bénin, nombre de ministres qui ont servi la nation avec loyauté. Nous tenons à faire observer que le gouvernement du président Talon compte parmi ses ministres des enseignants. Il y a lieu de s'interroger sur la part de responsabilité du président et de son gouvernement dans la situation décrite, depuis bientôt 5 ans d'exercice du pouvoir d'État.

Si un point d'accord peut être noté avec le Chef de l'État, c'est celui du mal dont souffre le secteur de l'éducation de façon générale. Mais est-ce là la solution : "fermer" les lieux de "bavardage" ? S'il est une évidence, elle est la suivante : quand un diagnostic est mal posé, le remède est assurément mal choisi et son administration, au lieu de guérir, ne peut qu'entraîner d'autres maux. Faisons ensemble le bon diagnostic.

Il est maintenant aisé de comprendre les agissements de la ministre Odile ATTANASSO qui n'avait aucun égard pour les enseignants du supérieur et qu'on a tôt fait de remplacer par Éléonore YAYI LADEKAN, après la publication du Mémorandum bilan de la gestion de

ATTANASSO à la tête du MESRS. L'actuelle MESRS n'a d'ailleurs trouvé mieux que de continuer sur les traces de sa prédécesseure, mais avec plus de courtoisie.

Nous comprenons actuellement à suffisance que le son de cloche provient du Chef lui-même qui a pris en conseil des ministres, un décret suspendant les élections des responsables des UFR pourtant vieilles de plus de 40 ans dans notre pays.

L'intersyndicale des enseignants des UNB condamne ces propos et le choix sémantique du Chef de l'État et fait observer qu'il n'y a de certitude ici-bas que celle de la mort. Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà. Tout est adaptable.

Respect pour la fonction enseignante ;

Respect pour ceux de nuit comme de jour se sacrifient pour la nation ;

Honneur à l'enseignant.

Fait à Abomey- Calavi, le 30 novembre 2020

**Ont signé, les SG de l'Intersyndicale**

**SG/SNES**



**Chrysal A. KENOUKON**

**SG/SYNARES**



**Gabin TCHAOU**

**SG/SECUP**



**Omer ALAPINI**

**SG/SYNHUB**



**Joseph AGOSSOU**

**SG/SNECC-BENIN**



**Arnaud F. HOUEDJISSIN**